

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 25 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXCOFFIER SAVOIE

Lieu-dit Groba
73220 Val-D'arc

Références : 20251125-RAP-Aiguebelle-ExcoffierRecyclage-Inspection
Code AIOT : 0010700007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement EXCOFFIER SAVOIE implanté Lieu-dit Groba 73220 Val-d'Arc. L'inspection a été annoncée le 02/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXCOFFIER SAVOIE
- Lieu-dit Groba 73220 Val-d'Arc
- Code AIOT : 0010700007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Excoffier Recyclage exploite le site de Val d'Arc qui était autrefois exploité par la société Peronnon est une SARL, régulièrement autorisée par arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 à exercer une activité de récupération de ferrailles, de tri et transit de déchets industriels

banals et de négoce de gaz. Cette société a été rachetée en mai 2012 par la société Excoffier Recyclage. Un arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2014 actualise le classement des activités du site.

Cet établissement d'une surface totale de 27 000 m², sur un terrain tout en longueur, est situé à l'écart de toute habitation. Il est exploité au quotidien par 3 personnes.

Précisons que depuis 2016 le site a été agrandi suite à l'acquisition d'une parcelle contiguë de 5800 m², destinée à accueillir les bureaux de l'entreprise, un nouveau pont bascule et une zone de parking et d'entreposage des bennes vides de l'entreprise. Précisons qu'aucune activité susceptible d'être classée au titre des ICPE n'est menée sur cette parcelle.

Contexte de l'inspection :

- Suivi plainte bruit

Thèmes de l'inspection :

- situation administrative
- bruit
- Effluents liquides

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Effluents liquides	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1	Sans objet
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 10/12/2001, article 2.2.3	Observation : réaliser de nouvelles bruit sous 2 mois à compter de la fin des travaux

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection du 25/11/2025 de l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE implanté Lieu-dit Groba 73220 Val-d'Arc, les constats établis conduisent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes. Il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour le point de contrôle ci-dessous :

- **Effluents liquides** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 32
Nous demandons à l'exploitant de réaliser de nouvelles analyses des effluents liquides à la fin des travaux de réaménagement du site, soit au plus tard sous un délai de 3 mois.
Par ailleurs, il devra trouver une solution à mettre en place pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai

imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Par ailleurs, nous demandons à l'exploitant de réaliser des nouvelles analyses de bruit en zone à émergence réglementée, sous un délai de 2 mois à l'issue des travaux de réaménagement du site prévus fin mai 2026.

Enfin, nous informons l'exploitant que les nouvelles conditions d'exploitation décrites dans le dossier de porter à connaissance, transmis le 2 juillet 2025 pourront être exploitées que lorsque l'instruction de ce dernier aura abouti à la notification d'un nouveau projet d'arrêté préfectoral actualisant les prescriptions applicables au site.

Le projet d'arrêté préfectoral est réalisé distinctement du présent rapport et sera prochainement présenté à l'exploitant pour observations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative et porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1				
Thème : Situation administrative, Evolution de la nature et du volume des activités et instruction du PAC				
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- AP Complémentaire du 21/05/2014, article 1- Article 2.1.1 de l'AP du 5/11/2001 sur le porter à connaissance de toute modification des installations,- PAC du 14/05/2025 complété le 4/06/2025,- Décision K/K du 29/07/2025 actant le caractère non substantiel des modifications.				
Constats : 1/ Constats sur les volumes d'activités actuels : Les activités autorisées sont visées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2014. Le site est toujours exploité selon l'ancienne configuration autorisée. Les nouvelles conditions d'exploitation décrites dans le dossier de porter à connaissance, transmis le 2 juillet 2025 pourront être exploitées que lorsque l'instruction de dernier aura abouti à la notification d'un nouveau projet d'arrêté préfectoral actualisant les prescriptions applicables au site. Il a été constaté que les volumes de déchets présents sur site respectent les niveaux autorisés pour chaque rubrique :				
Rubrique/ régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Niveau constaté sur site le jour de l'inspection	Niveau proposé dans le PAC-V2 de juin 2025
2713-1/ E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non-dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non-dangereux.	Surface occupée : 27000 m ²	La surface occupée est celle dédiée de 27000 m ²	Surface occupée : 20 000 m ²

2791-1/ A	Installation de broyage de déchets non dangereux 1 - la quantité journalière de déchets traitée étant supérieure à 10 t	Quantité de déchets traités : 10 t/jour - presse à cartons - presse à ferraille	- Pas d'activité de presse à cartons actuellement - l'activité pour maquetter la ferraille est exercée au maximum à raison de 3 jours par mois. Le seuil des 10t/jour n'est pas atteint	Quantité de déchets traités : 10 t/jour - presse à cartons - nouvelle presse cisaille de même capacité
2718-1/ A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	Transit de batteries, la quantité maximale susceptible d'être présente sur le site étant de 10 tonnes.	Environ 2 tonnes au total présent sur site	Pas d'évolution
2714-2/ D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non-dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois.	Quantités maximales sur site : bois, plastiques, papiers, cartons : 110 m ³	- pas de stockage de déchets bois sur site, - 2 bennes de 35 m ³ de papiers, - 2 bennes de 35 m ³ de cartons sur site	Quantités maximales sur site : bois A et bois B, plastiques, papiers, cartons, pneus : 900 m ³
2716-2/ D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non-dangereux non-inertes.	Volume maximal de déchets dans l'installation : 110 m ³ , répartis comme suit : déchets en mélange (bois, papiers, cartons, plastiques et refus de tri)	DIB en mélange en attente de tri en fosse : 90 m ³ au total	Déchets en mélange (DIB, incinérables, enfouissement) Volume maximal dans l'installation : 900 m ³

1418-3/ D	Stockage d'acétylène	Quantité maximale entreposée : 140 kg	Plus de dépôt d'acétylène sur site Rubrique 4719-NC (ex 1418 supprimée en 2015) Quantité maximale entreposée : 100 kg
1435-2 NC	Station service	< 100 m³/an	< 100 m³/an < 100 m³/an
2710/ 1 NC	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant strictement inférieure à 1 tonnes	Rubriques intégrées au classement pour permettre un apport occasionnel de des usagers. Ces déchets se retrouvent mélangés aux déchets autorisés dans les rubriques susvisées Idem NC
2710-2/ NC	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant strictement inférieure à 100 m³	
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2001, articles 2.2.1 et 2.2.3
Thème : Risques chroniques, Bruit des activités en (Zone à Emergence Réglementée) ZER
Prescriptions contrôlées : Article 2.2.3 : Niveaux de bruit limites : de 7h à 22 h : 65dB de 22h à 7h : 56,6 dB Émergence en ZER : Bruit ambiant > 45dB : Émergence réglementaire fixée à 5 dB de 7h à 22H et 3dB entre 22h et 7h Article 2.2.1 : Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruit...susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour leur tranquillité.
Constats : D'après la dernière étude acoustique du site, l'activité n'engendre pas de dépassement par rapport aux valeurs limites admissibles. Néanmoins, il semble qu'une gêne persiste chez les riverains à proximité du site d'Aiguebelle. Afin de mettre en évidence les activités générant cette gêne, l'exploitant a réalisé une campagne de mesures de bruit à proximité de ces riverains afin de hiérarchiser les activités bruyantes. A cette occasion, il en a profité pour vérifier la conformité réglementaire en ces points selon la réglementation en vigueur. Les mesures de bruit dans l'environnement ont été réalisées le 18 décembre 2024 par le bureau de contrôle Néodyme, conformément à la norme en vigueur NF S 31-010 de décembre 1996 relative à la caractérisation et au mesurage du bruit dans l'environnement, selon la méthode dite de type « expertise ». En zone à émergence réglementée, il a été constaté que le fonctionnement du site aux points A et B est conforme. Il résulte de cette étude acoustique que le site est conforme réglementairement. Par contre, il a été constaté que certaines activités, mêmes plus ponctuelles sont plus audibles que d'autres et peuvent engendrer une gêne pour le voisinage. Ces activités sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le chargement de la charpente (prise via le grappin et chute de charpente dans la benne) : 98 chargements en 2024 soit environ 8 chargements par mois, ou 2 par semaine, chaque chargement durant entre 30 minutes et 1 heure,• Le vidage de la ferraille au sol : 1036 réceptions en 2024 soit environ 86 déchargements par mois, ou 21 par semaine ou 4 par jour, chaque déchargement étant très ponctuel et d'une durée de 1 à 5 minutes,• Le chargement ferraille (prise via le grappin et chute de ferraille dans la semi) : 274 chargements en 2024 soit environ 23 chargements par mois, ou 5 par semaine ou 1 par jour, chaque chargement durant entre 30 minutes et 1 heure. La société EXCOFFIER RECYCLAGE souhaite donc parfaire son impact sonore sur l'environnement, par le réaménagement de ses activités et propose de réaliser de nouvelles mesures contradictoires, à l'issue des travaux afin d'évaluer précisément l'impact des modifications apportées au site dans le cadre de ce projet. L'exploitant a expliqué par téléphone en date du 5 mars 2026 rencontré des difficultés à obtenir un planning de la part de l'entreprise TRUCHET TP, chargée de terminer le terrassement et l'enterrement des réseaux le long de la route de la digue. Dès lors que ces travaux seront terminés, l'édification d'un mur Béton par une entreprise de maçonnerie pourra être réalisé de ce côté du site.

Nous proposons de demander à l'exploitant de réaliser des nouvelles analyses de bruit en zone à émergence réglementée, sous un délai de 2 mois à l'issue des travaux de réaménagement du site prévus fin mai 2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de délai : 2 mois à compter de la fin des travaux

N° 3 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème : Risques chroniques, VLE effluents liquides et analyses annuelles des effluents liquides
<p>Prescription contrôlée : Effluents liquides : VLE et Analyses EP</p> <ul style="list-style-type: none"> Article 2-4-6 de l'arrêté Préfectoral du 10/12/2001 (paramètres et VLE) Article 32 de l'arrêté ministériel du 2/2/1998 (paramètres et VLE) Articles 17 (paramètres et VLE) et 20 de l'arrêté ministériel du 6/6/2018 (fréquence annuelle d'analyses eaux pour la rubrique 2713 soumise à enregistrement), Articles 5-3 (paramètres et VLE) et 5-6 de l'arrêté ministériel du 6/6/2018 (fréquence annuelle d'analyses eaux pour les rubriques 2714 et 2716 soumis à déclaration)
<p>Constats :</p> <p>Dans les derniers résultats d'analyses disponibles, datés du 2 avril 2024 et réalisés par SAVOIE LABO, les paramètres suivants, pris dans l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, dans l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, applicable pour les sites de transit/regroupement des déchets métalliques, soumis au régime à enregistrement sous la rubrique 271 et dans l'article 5-3 de l'AM du 6 juin 2018 pour les rubriques 2714 et 2716 soumises à déclaration, sont analysés : AOX, Cyanures, DCO, hydrocarbures totaux, indice phénol, MES, PH, fluorures, Métaux totaux, 16 HAP.</p> <p>Les résultats d'analyses font état d'un dépassement en concentration sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 510 mg/l pour une VLE fixée à 35 mg/l dans l'AP de 2001 - PH : 8,9 pour une VLE maximale fixée à 8 dans l'AP de 2001 <p>Les VLE de l'Aluminium (16 mg/l) et du Fer Total (22 mg/l) semblent également élevées par rapport à la valeur seuil Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) fixée à 5 mg/l à l'article 32-3 de l'AM modifié du 2/2/1998.</p> <p>L'exploitant explique que les dépassements constatés, notamment sur les MES, sont liés au fait que le terrain actuel est boueux en période de pluie et pas suffisamment étanché, ce qui véhicule de nombreuses particules en suspension vers le dispositif de traitement des effluents.</p> <p>L'exploitant précise que dans le cadre de son dossier de porter à connaissance des modifications envisagées sur le site, il prévoit la création d'une zone étanchée (dalle de 13 200 m²), d'un bassin de rétention, d'alvéoles bétonnées pour le stockage des déchets. Les travaux sont actuellement en cours de réalisation et selon lui, dès lors que ces dispositions prévues seront en place, il réalisera de nouvelles analyses contradictoires des effluents et les résultats devront confirmer le respect des VLE en MES, pH, Aluminium et Fer total.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réussi à effectuer des prélèvements en 2025 car à chaque passage de son prestataire, il n'y avait pas découlement liquides. Au regard de l'inspection des installations classées, cette situation n'est pas acceptable car la fréquence annuelle d'analyses n'est pas respectée.</p> <p>Nous demandons à l'exploitant de réaliser de nouvelles analyses des effluents liquides à la fin des travaux de réaménagement du site, soit au plus tard d'ici la fin du premier semestre 2026.</p> <p>Par ailleurs, il devra trouver une solution à mettre en place pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise.</p> <p>Conditions d'exploitation avant travaux d'étanchéité :</p>



Travaux d'étanchéité en novembre 2025 :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois